

L'hebdo des socialistes

congres.parti-socialiste.fr
#CongrèsPS

Congrès
de
Poitiers
5, 6 et 7 juin 2015

Le rapport d'activité

Le débat des motions

N°775-776
DU 25 AVRIL AU 8 MAI 2015

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION
ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION •

Sarah Proust
• RÉDACTRICE EN CHEF • Sarah Nafti
• MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE :
1118P11223
• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 29 000 exemplaires

PS 



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nous publions ici le rapport introductif de Guillaume Bachelay, Secrétaire national à la Coordination et aux Études.

Retrouvez la version complète du rapport d'activité, intégrant l'activité détaillée des secrétariats nationaux, des instances de contrôle du Parti (CNC, CNCF, BNA), des groupes parlementaires (Assemblée nationale, Sénat, Parlement européen) depuis le congrès de Toulouse, sur le site du Congrès : congres.parti-socialiste.fr



GUILLAUME BACHELAY

Secrétaire national à la Coordination et aux Études

Le rapport d'activité du Secrétariat national est bien plus qu'une obligation statutaire : il permet de mettre en perspective l'action collective conduite depuis deux ans et demi. De rendre compte aux militant-e-s du travail accompli. D'en restituer les jalons et ainsi mesurer qu'ils sont nombreux. D'en saisir la valeur et la portée au-delà de l'immédiateté, de l'action sectorielle ou de l'approche technique.

Au cours des trente mois qui se sont écoulés depuis le Congrès de Toulouse, notre Parti a réfléchi, produit, agi. Bien des projets ont été réalisés par la direction nationale avec les fédérations et les sections. Cette action au long cours a été conduite sous l'autorité d'Harlem Désir puis de Jean-Christophe Cambadélis. Elle s'est déployée au quotidien à l'échelle nationale, dans les territoires de métropole et des outre-mers, au sein du Parti socialiste européen (PSE) où notre formation est présente et active, dans le cadre global aussi car l'internationalisme qui fonde l'engagement socialiste depuis 110 ans est plus que jamais essentiel à l'âge de la mondialisation. L'action s'est concrétisée au sein de nos instances, avec les adhérents et les sympathisants, avec d'autres — syndicats, acteurs économiques, chercheurs, intellectuels, scientifiques, artistes, représentants du monde associatif et des mouvements de l'éducation populaire, citoyens — qui nous font part de leurs idées et auxquels nous communiquons les nôtres. En solidarité exigeante avec le gouvernement, en lien étroit avec les groupes parlementaires, en initiative avec les Jeunes socialistes, en action avec la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), pour la réussite du quinquennat de François Hollande et celle de la France.

Depuis l'alternance, le Parti est au travail. Il a fallu animer notre vie collective et nos instances — dans l'année écoulée, six conseils nationaux ont eu lieu. Nous mobiliser pour expliquer aux Français les objectifs, les réformes, les avancées, les difficultés. Répondre aux attentes, aux interrogations, aux impatiences. Mener bataille, active et collective, aux élections. Œuvrer au rassemblement de la gauche et des écologistes que minent dangereusement les divisions, alors même que la vie politique est désormais tripolaire. Comprendre le réel et présenter les choix du politique, la complexité du monde et la nécessité du long terme, dans une démocratie médiatique où prévaut la furia de l'instant, dont le rythme est celui de l'information continue et des réseaux sociaux. Et puis — nous ne débattons ni n'agissons hors de l'espace et du temps — nous avons, dès la mi-2012, engagé le combat idéologique face à la droite extrême-

sée et à l'extrême-droite, porté l'étendard du progrès face au bloc réactionnaire qui, en France comme ailleurs sur le continent — le dernier scrutin européen l'a hélas illustré —, porte des mots, des thèmes, des forces qui mêlent conservatisme, autoritarisme, libéralisme, souverainisme, xénophobie.

Nous inscrivons notre action dans un temps qui est à bien des égards historique. Historique, le défi du redressement de la France dont on ne répètera jamais assez à quel point la droite, dix ans durant, l'a plongée dans un océan de déficits : des comptes publics assurément — à notre arrivée au pouvoir, la France filait vers les 5,5 % de déficits publics ! —, mais aussi, mais d'abord, mais surtout déficits d'emploi, de croissance, du commerce extérieur, de justice sociale, de cohésion territoriale, de confiance. Historique, bien sûr, le moment que nous vivons, pas seulement nous Français et Européens, mais nous l'humanité, nous la planète : ce qui est communément appelé « crise » est, en réalité, un changement de monde à l'ampleur et à la profondeur inédites depuis plusieurs siècles. Nouvelle Renaissance ou nouveau Moyen-Âge ? Telle est l'interrogation des peuples et tel est le défi lancé à la politique — telle est aussi la ligne de partage des eaux entre partisans du progrès humain et tenants du laisser-faire-laisser-passer, de la force contre le droit, du court terme contre l'avenir, de la croyance, de la tradition ou du privilège de la naissance contre la raison et l'égalité.

Nous agissons et militons alors qu'en tous domaines, les bouleversements s'accroissent et s'entrechoquent, à la fois opportunités et dangers. Le nouveau monde, connecté, complexe, confus, et ses mutations climatiques, sociales, technologiques, économiques, culturelles, géopolitiques, charrient des inégalités accrues ou nouvelles, ainsi que des menaces inédites. Cette situation provoque un essoufflement des grands récits mobilisateurs et une perte de repères pour les citoyens. L'urgence est de redonner du sens : c'est notre rôle de femmes et d'hommes engagés, c'est un devoir d'intérêt général. Plus que jamais — cette tâche l'a continuellement mobilisé depuis l'automne 2012 — notre Parti doit interpréter le monde pour le transformer, fier et fort de ses valeurs, en se confrontant au réel, en forgeant des compromis, en refusant l'esprit de système et le déclinisme en vogue, en affirmant notre identité socialiste face à ceux qui pensent qu'il n'y a rien à faire dans un monde nouveau et à ceux qui ne songent qu'à défaire le modèle social. C'est pourquoi le Secrétariat national a, depuis l'automne 2012, poursuivi quatre missions principales : penser le monde tout en repensant le socialisme, mobiliser la société contre le fatalisme et face à l'extrême-droite, rénover nos pratiques mais aussi celles de la démocratie française, se projeter en Europe et à l'international car le monde est interdépendant.

I. PENSER LE MONDE, REPENSER NOTRE IDENTITÉ SOCIALISTE

Le rôle du PS est bien sûr de contribuer à la vie démocratique et institutionnelle du pays. C'est pourquoi il est essentiel d'analyser les enjeux d'un monde qui change, de réfléchir aux politiques publiques à engager à tous les échelons, du local au global, mais aussi de nous situer nous-mêmes dans ce monde en mouvement. C'est notre devoir autant que notre histoire de penser la gauche face

aux temps nouveaux, la gauche dont les valeurs sont toujours aussi actuelles mais dont les réponses tiennent évidemment compte de problématiques nouvelles. Voilà pourquoi il fallait repenser notre carte d'identité.

A. Redéfinir notre carte identité

Ce fut tout l'enjeu, enthousiasmant, exigeant, des États généraux proposés par le Premier secrétaire dès avril 2014, lancés à l'université d'été de la Rochelle et qui ont mobilisé le Parti jusqu'au 6 décembre dernier. L'objectif était clair : refonder collectivement notre carte d'identité dans la mondialisation et dans un contexte idéologique où le bloc droitier tente de substituer la thématique de l'identité à la dynamique de l'égalité, matrice de la gauche, de la République, de l'État-providence.

Pour retrouver de la force propulsive dans la société et créer un rapport de force avec la droite dans toutes ses dimensions, nous avons mis la parole des militants mais aussi des sympathisants au cœur de la démarche : réunions dans les sections et les fédérations ; mise en ligne des contributions individuelles ou collectives — plus de 5 600 en 100 jours — sur le site internet dédié qui a reçu 120 000 visites ; auditions de personnalités de la société civile par le comité de pilotage (composé de toutes les sensibilités du Parti et auquel ont été associés le MJS et la FNESR) ; rassemblement national de clôture à Paris et adoption par les militants de « *la charte des socialistes pour le progrès humain* ». Prolongeant la déclaration de principes de 2008 et le projet socialiste pour 2012, elle affirme l'éco-socialisme au cœur de notre doctrine, définit les fondements et les voies d'un modèle de développement qualitatif et durable, productif et solidaire, coopératif et démocratique. Cette démarche participative et collaborative rythmée par 1 500 événements en France et à l'étranger, est inédite dans notre histoire et dans la vie politique de notre pays.

Plusieurs importants travaux depuis le Congrès de Toulouse ont également nourri cet effort de redéfinition de notre identité, en particulier les forums nationaux organisés en 2013 qui ont réuni personnalités politiques, intellectuels, acteurs de la société civile. Le forum sur la « *transition écologique* » en mars 2013 a prolongé l'orientation social-écologique du PS. Le forum « *Pour le progrès, face aux idéologies du déclin* » organisé en novembre 2013 nous a placés devant nos responsabilités : c'est à nous, socialistes, de redonner du sens au progrès, d'en réaffirmer la puissance fondatrice et émancipatrice tout en reformulant son contenu de manière à y intégrer les nouveaux défis et les leçons de l'histoire. C'est ainsi que nous pourrions mobiliser la société autour d'un projet qui revendique l'innovation, qu'elle soit scientifique, économique, sociale ou environnementale. Le forum consacré à « *La République contre les extrémismes* », en octobre 2013, a réaffirmé l'attachement indéfectible des socialistes à la République, à ses valeurs et à sa promesse, et pensé les moyens concrets du vivre-ensemble par le combat contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie, contre toutes les formes d'intolérance et de discriminations, d'injustices et d'inégalités, mais aussi par la volonté d'endiguer la tentation du repli sur soi individualiste ou communautariste. Nous avons jeté les bases d'un nouveau progressisme, libérateur, régulateur, anticipateur, mobilisateur.

Au cœur de notre identité, il y a la fidélité à la mémoire vivante du socialisme, des figures et des luttes qui forment notre histoire et celle de la nation. C'est pourquoi

nous saluons la mémoire et l'action de François Mitterrand le 8 janvier. C'est le sens de l'hommage rendu à Solférino à Pierre Mauroy, militant et homme d'État, disparu le 7 juin 2013. C'est aussi le sens de notre rassemblement annuel pour nous souvenir de Pierre Bérégovoy dans la cour qui porte son nom au siège du Parti. C'est l'attachement aux dates-repères du combat socialiste. Ainsi Harlem Désir s'est-il déplacé le 1^{er} mai 2013 à Fourmies, dans le Nord, pour rappeler ce que la France doit aux sacrifices et aux conquêtes du monde ouvrier. C'est aussi la cérémonie en l'honneur de Léon Blum qui se déroule à Paris à l'initiative de Jean-Christophe Cambadélis chaque 1^{er} mai. C'est la cour d'honneur de Solférino rebaptisée en mars 2013 « *Cour Colette Audry* » en souvenir de celle qui fut la co-fondatrice du Mouvement démocratique féminin et membre du comité directeur entre 1971 et 1983.

L'année 2014 fut celle du centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès. Nous avons collectivement célébré celui dont la parole, les écrits, les actes et les combats doivent plus que jamais continuer de nous guider : déplacements du Premier secrétaire, animation spécifique du site, événements organisés en partenariat avec la fondation Jean Jaurès, exposition thématique au siège national en juin, « *Jaurès le parcours* », avec une journée porte ouverte qui remporta un grand succès populaire, cérémonie du 31 juillet au Café du croissant, aujourd'hui Taverne du Croissant où, il y a un siècle, le grand Jaurès tomba sous les coups de revolver de Raoul Villain. Deux débats thématiques, ainsi que la projection de films sur le député du Tarn ont été organisés « *hors les murs* » au cours de l'Université d'été, qui ont réuni historiens et responsables du Parti.

B. Être une force de propositions et de propulsion

Depuis l'alternance, le Parti a multiplié les expressions, les initiatives, les outils de communication, pour déployer, dans la société, l'action du Président de la République dans l'Hexagone, en Europe et sur la scène internationale, les réformes mises en œuvre par les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls, le travail des députés, sénateurs et eurodéputés socialistes. De la loi de refondation de l'école à l'adoption récente en première lecture de la loi santé, de la banque publique d'investissement aux droits rechargeables à l'assurance chômage, des emplois d'avenir à la transition énergétique, des conférences sociales au non-cumul des mandats, de la loi consommation au décret permettant le départ en retraite à 60 ans pour les salariés ayant travaillé tôt, le PS a été en relais permanent, diffusant arguments, éléments, infographie, tracts, affiches.

Il s'est également impliqué, à travers le travail des secrétaires nationaux et des commissions nationales, dans l'anticipation des textes débattus au Parlement et leur enrichissement. Ce fut notamment le cas lors de la transcription législative de l'accord national interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi. À l'hiver 2013, plusieurs orientations portées par le PS ont été reprises dans la réforme des retraites, qu'il s'agisse du soutien au compte pénibilité ou d'une plus grande prise en compte de l'égalité femmes-hommes. Parce que notre mot d'ordre collectif est « *tout pour l'emploi* », quatre journées-débats ont été organisées sur le travail et ont associé l'ensemble des acteurs concernés : sur la formation professionnelle tout au long de la vie et la sécurisation des parcours (mai 2013), sur la qualité de

vie au travail (juin 2013), sur l'égalité femmes-hommes (juillet 2013), sur le dialogue social, le partage du pouvoir et de la décision dans l'entreprise (février 2014). Ces discussions ont permis de formuler des problématiques et des préconisations précieuses pour les débats qui suivirent ou qui vont venir dans la législature. Notre Parti a aussi contribué à la réflexion et à la mobilisation lors de temps forts du quinquennat en formulant orientations et préconisations. En février 2014, un séminaire de travail a été organisé à la Maison de la Chimie marquant la volonté de faire réussir le Pacte de responsabilité annoncé un mois plus tôt, pour aider les entreprises à investir et embaucher, et appelant le patronat à prendre des engagements précis et vérifiables sur l'investissement, la qualification, l'emploi. En avril puis en juin 2014, une résolution adoptée par le Bureau national et une lettre du Premier secrétaire au Premier ministre ont pesé pour la mise en place, dans le Pacte de responsabilité et de solidarité et dans les textes budgétaires rectificatifs, du plan pauvreté et de mesures de soutien au pouvoir d'achat des salariés modestes de la fonction publique, notamment. À l'automne dernier, un mémorandum du Parti a été rédigé à propos de la réforme territoriale autour d'une triple exigence : efficacité, solidarité, proximité. Plusieurs enjeux ont été relayés pendant le débat parlementaire : la prise en compte des territoires à faible densité démographique ou avec des spécificités géographiques, le renforcement de la démocratie locale avec l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct, ou encore la préservation de financements croisés pour le mouvement sportif, culturel et d'éducation populaire.

En novembre 2014, le Parti a publié un plan complet pour « *lutter contre la déflation en Europe* » et soutenir les investissements d'avenir. Il a insisté sur la nécessité d'une concrétisation rapide du plan dit Juncker, rappelé son origine (une proposition portée de longue date par les socialistes européens en général et le PS français en particulier) et exigé qu'il soutienne la transition énergétique et numérique, la mobilité durable, la formation/qualification et l'emploi des jeunes. Début décembre, un mémorandum a été adopté par le Bureau national à propos du projet de loi sur la croissance et l'activité dont le texte, portant sur une grande diversité de sujets, ne fut présenté dans son détail qu'à la mi-janvier. Le 14 avril dernier, une résolution a examiné le projet de loi sur le dialogue social dont le ministre du Travail, invité au Bureau national, avait, quelques semaines plus tôt, présenté les principaux chapitres. Les avancées contenues dans le texte ont été rappelées et certains points de vigilance établis en vue de la discussion parlementaire. Dès juin 2014, le Premier secrétaire avait publiquement exprimé le refus des socialistes d'une suspension des seuils sociaux, « *ni urgente ni pertinente* » : cette option ne figure pas dans le projet de loi prochainement discuté à l'Assemblée nationale.

II. MOBILISER

L'apparition du tripartisme dans le paysage politique est une nouveauté et un danger. La montée du Front national pèse sur la droite traditionnelle et oppose le thème de l'identité — qui sépare — à la valeur de l'égalité — qui rassemble. À la gauche d'être à la hauteur de cette nouvelle donne, d'abord par la prise en compte de sa réalité et, dès lors, de l'impérieuse nécessité du rassem-

blement, nécessité d'intérêt général pour le pays. C'est pourquoi les socialistes se mobilisent. Mobilisation pour le changement — pour œuvrer à une société du bien-vivre, forger une économie plus compétitive et créatrice d'emplois avec en particulier une ambition retrouvée pour l'industrie, défendre et développer notre modèle social et républicain. Mobilisation pour la réorientation de l'Europe qui a commencé et doit être amplifiée. Mobilisation pour la République attaquée de toutes parts. Mobilisation contre le bloc réactionnaire. Et, c'est essentiel, nous avons à cœur de mobiliser la société. Notre Parti a ouvert ses débats et ses rendez-vous aux acteurs de la société civile dont l'apport est précieux à nos réflexions et à nos actions.

A. Pour notre action de changement

Plusieurs outils et supports sont élaborés et utilisés pour expliquer et promouvoir notre action au service des Français : tracts, livrets argumentaires, communiqués, points presse, infographies et visuels sur le site, réunions dans les territoires, « *Lettre riposte* », *support parties* au siège national et dans les fédérations lors des conférences de presse du Président Hollande. Chaque secrétaire national, avec ses adjoints et les membres des commissions qui travaillent tout au long de l'année, a la responsabilité de déployer cette action dans le secteur dont il a la charge, auprès des acteurs et des interlocuteurs dans la société avec lesquels il échange régulièrement, en lien avec les parlementaires et les élus locaux. Ainsi un tour de France a-t-il été organisé au second semestre 2013 pour présenter la grande loi de refondation de l'école de la République et notamment valoriser la réforme du système éducatif.

B. Pour la République et contre l'extrême-droite

Les tragiques attentats qui ont frappé la France les 7, 8 et 9 janvier dernier, ont été suivis d'un sursaut citoyen : lors des marches républicaines, plusieurs millions de Français ont dit leur attachement à la liberté d'expression, à la République, à la laïcité, au vivre-ensemble. Notre Parti a répondu présent dans ce moment si particulier pour la nation, dans cette épreuve. Il a œuvré au rassemblement national du 11 janvier. Dans les jours qui ont suivi, il a également mis en place trois groupes de travail consacrés respectivement à la cohésion républicaine, à la protection des Français et la lutte contre le terrorisme, à la coordination européenne. Réunissant secrétaires nationaux et parlementaires, ils ont permis de formuler analyses et propositions. Le rassemblement des Secrétaires de sections à la Mutualité le 1^{er} février dernier et intitulé « *Faire vivre la République* » a été l'occasion de restituer les réflexions des groupes de travail. À cette occasion, un kit consacré à la laïcité et aux grands textes républicains fut remis aux participants. La reconquête républicaine nous a collectivement mobilisés ces dernières années. Face à la progression des idées extrémistes et réactionnaires, notre Parti s'est donné deux missions. D'abord, réaffirmer haut et fort l'attachement à la République : c'est le sens en particulier du forum « *La République contre les extrémismes* », puis du grand meeting de novembre 2013 autour de Christiane Taubira confrontée à des attaques inacceptables, en présence de nos partenaires de gauche. Ensuite, mener le combat contre l'extrême-droite en tous domaines : culturel, idéologique, mais aussi social et économique. Un important travail a été engagé pour décrypter la stratégie dite de dédramatisation du FN qui n'a

pourtant nullement changé — c'est un parti dans la République qui combat le pacte républicain en prônant la distinction/séparation entre Français dits « *de souche* » et Français « *de papiers* ».

Derrière les références sociales que l'extrême-droite tente de capter ou détourner, nous avons démontré, par des arguments précis et chiffrés, les effets dévastateurs qu'aurait le programme frontiste de sortie de l'Europe et de l'euro, en particulier pour les classes moyennes et populaires, ainsi que pour l'industrie et l'agriculture. Nous dénonçons aussi la gestion locale des maires FN (suppression des subventions aux associations, mesures antisociales, augmentation des indemnités d'élus...) et avons pointé les graves propos de certains de ses candidats aux élections. De nombreux supports ont été et sont utilisés : la « *Revue socialiste* » a consacré un numéro à ces enjeux : « *Le FN passé au crible* » ; la publication bi-mensuelle « *Regards sur la droite* », qui porte sur l'évolution de la droite et de l'extrême-droite, analyse avec l'aide de spécialistes et de chercheurs les nouveaux masques du FN, la nouvelle géographie du vote frontiste, les fondements du déclin, dont il se nourrit. La cellule « *Riposte* » a produit plusieurs argumentaires à destination des fédérations ainsi qu'un livret « *Révéler l'impotisme du FN et combattre son projet antirépublicain* » — c'était au premier trimestre 2014. Depuis un an, ont été renforcés les sessions d'information, les réunions et le matériel militant pour mettre à jour le vrai programme du FN et ses impasses, afin d'aider à le combattre efficacement sur le terrain. Un bilan d'un an de politiques anti-sociales dans les 11 villes dirigées par le FN vient d'être établi. Le Parti n'a eu de cesse de dénoncer la jonction qui s'opère chaque jour davantage entre une partie de la droite dite « *décomplexée* » et l'extrême-droite, dans les mots, dans les thèmes et aussi, on l'a vu lors des récents scrutins, pour une part dans les urnes.

C. Contre la droite et son projet de casse sociale

Communiqués, prise de parole du Premier secrétaire, des porte-paroles, des secrétaires nationaux, site et réseaux sociaux, le Parti ne laisse rien passer de la dérive identitaire et réactionnaire qui saisit certains dirigeants ou élus UMP.

Mais il faut aussi, en toute occasion, marteler le bilan de la droite — l'état désastreux dans lequel elle a laissé notre pays après dix ans de gouvernement — et déconstruire son programme néo-thatchérien de casse sociale, dénoncer la course aux solutions ultra-libérales et austéritaires que se livrent ses responsables en lien avec le PPE et les conservateurs européens, pointer leur volonté permanente de s'en prendre aux services publics (et d'abord à l'Éducation nationale) et de liquider les acquis sociaux — et, désormais dans les communes et les départements que la droite a récemment conquis, de mettre en question les politiques publiques solidaires en matière d'éducation, de logement, de prestations ou de soutien à la vie associative. Avec le souci de l'argumentation et dans le respect du débat démocratique, il s'agit de révéler le programme de l'UMP et d'affirmer la confrontation entre deux visions de la société, de la France et de l'Union européenne.

D. La société et ses énergies

Il est décisif pour le Parti socialiste, dans l'exercice des responsabilités nationales, d'entretenir un dialogue

vivant avec la société civile, les partenaires sociaux, les universitaires, les associations, les ONG, les mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, les artistes. L'université d'été, avec son format enrichi depuis 2014, y contribue pleinement. Les Entretiens de Solférino réunissent régulièrement responsables politiques, chercheurs et acteurs du monde syndical, économique, associatif autour d'un thème d'actualité. Le Bureau national peut auditionner des experts, ce fut le cas en septembre dernier lorsque Éric Heyer, directeur adjoint de l'OFCE, et Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, sont venus débattre du risque de déflation en Europe et des solutions pour le prévenir. Un parti en prise avec le monde, c'est un parti qui débat, qui réfléchit et pour cela qui se nourrit sans cesse du savoir et des innovations de la société civile. C'est pourquoi, lors des États généraux, au second trimestre 2014, nous avons procédé à une quinzaine d'auditions de personnalités qui ont abordé l'ensemble des problématiques du nouveau monde, de Jean Jouzel, membre du GIEC et Prix Nobel de la Paix, à Mathilde Dupré et Lucie Watrinet de l'ONG CCFD Terre solidaire, de Louis Gallois à Fabienne Ferrerons de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Ces rendez-vous hebdomadaires au siège national ont été particulièrement suivis sur le site.

Les Universités de la Rochelle en août 2013 et 2014 ont été des temps forts. L'an dernier : plus de 4 000 participants ! L'édition 2014 a été plus particulièrement tournée vers les militants et leurs questionnements. Des plénières et des ateliers ont été organisés à partir des questions des militants recueillies en amont sur Internet. Cette démarche participative doit être confortée.

Monde de la recherche et de l'université, monde de l'entreprise, monde agricole, la direction du Parti a régulièrement rencontré les représentants des organisations syndicales. Ce fut notamment le cas pour préparer les conférences sociales de juin 2013 et juillet 2014. De même, nous avons voulu être au plus près du terrain, en particulier dans le monde de l'industrie car c'est l'un des principaux défis de la France : rebâtir un appareil productif performant. Ainsi les Premiers secrétaires ont-ils réalisé de nombreux déplacements dans les régions pour visiter des entreprises, TPE, PME, ETI, grands sites de production, de tous secteurs d'activités. Un intérêt majeur a été consacré à l'économie sociale et solidaire. Le travail sur la durée de la Commission Nationale Entreprises et des GSE doit être souligné et encouragé. Autre rendez-vous annuel où notre parti est fortement présent : le Salon de l'agriculture, où nous rencontrons et soutenons les acteurs d'un secteur qui est un atout français et qui doit relever de nouveaux défis, notamment en matière d'agro-écologie.

Le Parti est également engagé aux côtés des artistes et des professionnels de la culture : lors des rencontres d'Avignon organisées en juillet avec la FNESR, pour la défense de l'exception culturelle lors des réunions organisées en mai 2013 et en mai 2014, pour la défense du régime de l'assurance-chômage des intermittents du spectacle.

C'est l'ensemble des Français qu'il nous faut mobiliser. C'est le sens des Ateliers du changement qui furent organisés à l'hiver et au printemps 2013, avec plusieurs étapes : Brest, Marmande, Grenoble, Evry, Reims, Aix-en-Provence, au cours desquels nous sommes allés à la rencontre des Français lors de réunions publiques. Enfin, il s'agit d'agir pour la modernisation de la société.

Au Parlement, lors des rassemblements à Paris ou dans les régions, dans les médias et sur le Net, notre Parti s'est mobilisé en faveur du Mariage pour tous, loi d'égalité et de progrès : une pétition « *Oui pour l'égalité* » a été initiée, qui a rencontré un vif succès. Plus récemment, aux côtés des Jeunes Socialistes, le Parti a été actif face à la tentative de remise en cause de l'IVG par la droite en Espagne.

E. Les campagnes électorales

Lors des élections législatives partielles, le Parti s'est mis à la disposition de nos candidats-e-s et a rappelé la valeur du vote républicain, contrastant avec le « *ni-ni* » de l'UMP et de son président qui mettent un signe égal entre une formation républicaine et le parti d'extrême droite.

La préparation des municipales a constitué un moment de mobilisation collective particulièrement fort. Dès décembre 2013, des initiatives ont été prises, dans les communes et au niveau de la direction du Parti, pour soutenir sur le terrain nos candidats, leur apporter un soutien matériel, logistique et programmatique. Notre campagne nationale « *La ville qu'on aime pour vivre ensemble* » a été axée sur la qualité des bilans des maires socialistes et sur l'idée forte selon laquelle une commune de gauche, ce n'est pas la même chose qu'une ville gérée par la droite, qu'il s'agisse de l'éducation, de la solidarité, du vivre-ensemble, du développement économique, de l'environnement. Malgré l'énergie remarquable déployée durant un trimestre, nous avons subi une importante défaite en mars 2014. Nous l'avons regardée en face, lors des débats qui suivirent dans les instances. Ses causes sont multiples : primat de la politique nationale sur les enjeux locaux, abstention d'une partie des catégories moyennes et populaires qui ne constatent pas encore dans leur quotidien les effets de la politique menée, percée de l'extrême-droite. Les résultats ont logiquement pesé plusieurs mois plus tard, lors du scrutin sénatorial marqué par le retour d'une majorité de droite à la Haute Assemblée.

Le 15 avril, Jean-Christophe Cambadélis a succédé comme Premier secrétaire à Harlem Désir, appelé au Gouvernement, en charge des Affaires européennes. Dès lors, plusieurs chantiers ont été initiés, fixés au sein d'une feuille de route. Avec pour tâche immédiate la campagne pour l'élection du Parlement européen.

Lancée le 3 mars 2014 à la suite du congrès du PSE à Rome, qui a désigné Martin Schulz comme candidat des socialistes et sociaux-démocrates européens, notre campagne a été à la fois transnationale, nationale et locale. Elle s'est appuyée sur l'utilisation des réseaux sociaux et sur une plateforme interactive « *Notre Europe* » qui a permis aux citoyens de débattre directement de nos propositions. Organisée autour de meetings, dans chaque circonscription, elle a mis en avant la lutte contre l'austérité (avec une grande manifestation le 4 avril 2014 à Bruxelles), la promotion d'une alter-Europe face aux conservateurs et aux libéraux, une Europe de la croissance durable, de l'emploi et des droits sociaux.

Suivant de quelques semaines les élections municipales, des raisons en partie similaires ont abouti à une abstention record et à la défaite — s'y ajoute la défiance d'une partie de l'électorat à l'égard de la gestion austéritaire de l'Union européenne et de son fonctionnement jugé lointain et opaque. En France et ailleurs, les popu-

lismes ont gagné du terrain, se nourrissant de la crise et présentant pour options la fermeture à l'extérieur et la fracture à l'intérieur. Socialistes, nous avons à relever un défi historique : poursuivre la réorientation de l'Europe au service des peuples. Les thèmes que nous avons portés pendant cette campagne sont ceux qui, aujourd'hui, déterminent pour une large part le débat public en Europe : l'aspiration à des règles d'après-crise, notamment budgétaires ; la priorité aux investissements par le financement de grands projets ; la nécessité de mieux coordonner les politiques. Ces orientations, les nôtres — et les nôtres de longue date en Europe — inspirent désormais les ordres du jour des réunions communautaires et les politiques mises en œuvre dans la zone Euro en particulier. L'action de François Hollande depuis 2012 y a fortement contribué.

Au premier trimestre 2015, la vie de notre démocratie a été marquée par les élections départementales. Deux départements sur trois sont aujourd'hui dirigés par la droite malgré la campagne active menée par nos candidats et nos militants, malgré la qualité des bilans et des projets qu'ils portaient. Même si la gauche a su se rassembler au second tour face à la droite et à l'extrême-droite, les divisions du premier tour ont pesé lourd. L'UMP et l'UDI l'ont emporté sans plébiscite et avec, face au FN, une ligne dangereuse pour la République — le « *ninisme* », véritable « *cynisme* » ; l'extrême-droite poursuit son implantation géographique et sociologique sans toutefois remporter un seul département et la crise qu'elle traverse dans l'après-scrutin ne doit pas faire illusion — il s'agit pour ses dirigeants de continuer à dissimuler la nature réelle de leur parti ; la gauche est en recul même s'il faut distinguer le résultat arithmétique du second tour et le résultat politique du premier tour : 22 % pour le PS et ses alliés proches. Le Premier secrétaire a souhaité qu'un dialogue avec les formations de gauche et les écologistes soit initié afin de débattre d'éventuelles initiatives communes. Dès le 30 mars, une délégation d'Europe-Écologie-les Verts a été reçue au siège du PS en présence du Président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone et des présidents des groupes à l'Assemblée et au Sénat, Bruno Le Roux et Didier Guillaume. Trois groupes de travail ont été constitués. D'autres rencontres se sont déroulées, à ce stade avec le Front démocrate, CAP 21-Rassemblement citoyen, le Parti Radical de Gauche, le Mouvement des Progressistes, Génération Écologie, la Gauche unitaire, le Mouvement Républicain et Citoyen.

III. RÉNOVER

Les mutations à l'œuvre aujourd'hui transforment en profondeur le rapport des Français à la démocratie, aux institutions, au politique. Ils aspirent à une organisation moins verticale de la société ; à des politiques publiques plus personnalisées, décentralisées, simplifiées, réactives. Ils sont en demande de renouveau, de transparence, d'efficacité. Le rôle du Parti socialiste est d'entendre cette aspiration et d'y répondre, en soutenant des projets ou des propositions de loi qui permettent ces progrès et en poursuivant sa rénovation. Pour y parvenir, la cohésion est essentielle. C'est pourquoi, face aux tensions dans le Parti à l'automne puis en février dernier, le Premier secrétaire a lancé un appel à l'unité (23 octobre 2014) soutenu par 77 premiers secrétaires fédéraux et proposé au Bureau national, qui l'a adoptée sans avis négatif, une résolution (24 février 2015) qui est avant

tout une méthode permettant d'aborder les problèmes politiques en privilégiant toujours la cohésion du Parti.

A. La formation des militants

C'est un enjeu décisif, qui occupe une place centrale dans la feuille de route suivie par la direction du Parti. Depuis novembre 2012, l'Université permanente s'est régulièrement réunie, rassemblant lors de sessions de travail le week-end, des stagiaires venus de toute la France, associant des experts et des acteurs associatifs en vue de traiter des sujets tels que « *la bataille culturelle* », « *République, égalité réelle, laïcité* », « *Histoire du socialisme et du Parti socialiste* », « *les grands courants de la pensée économique* », etc.

Depuis juin 2014, un ambitieux plan de rénovation de notre dispositif de formation est mis en œuvre, en cohérence avec la volonté de promotion de l'éducation politique. Il comprend notamment la création d'un 2^e et d'un 3^e niveaux de formation des militants en complément de l'Université permanente, des Universités décentralisées appelées « *Unions régionales* », une « *École des cadres* », l'actualisation et la création de contenus approfondis de formations adaptées à la période et aux nouveaux enjeux politiques, un recours accru aux nouvelles technologies, un nouveau guide de formation des militants. C'est une approche globale et décentralisée qui est privilégiée.

B. Être exemplaire

Avec les États généraux, la parité — qui a encore progressé en notre sein avec la mise en place en avril 2014 d'un nouveau secrétariat national paritaire —, le non-cumul des mandats pour les parlementaires, notre Parti continue d'œuvrer pour avoir un temps d'avance démocratique. En témoigne l'organisation de primaires citoyennes en vue des municipales à Aix-en-Provence, le Havre, Béziers, Marseille, la Rochelle. Être exemplaires, c'est aussi savoir prendre des décisions quand sont constatés des manquements internes. C'est aussi permettre à une nouvelle génération d'accéder à des responsabilités, au sein du Secrétariat national notamment, comme ce fut le cas en octobre 2012 puis en avril 2014.

C. Réorganiser le Parti

Après les forums nationaux et les États généraux, la feuille de route a consisté au renouveau de notre organisation collective. En avril 2014, le Conseil national a renoué avec la tradition du rapport d'activité et le secrétariat national a été réorganisé en cinq pôles thématiques, au mode de fonctionnement plus adapté à un monde interdépendant.

Le chantier de la rénovation organisationnelle a été pris à bras le corps. Elle s'inscrit dans la volonté de mener et gagner la bataille culturelle et politique en mettant le Parti en phase avec son temps politique, médiatique et technologique. Elle fait suite aux élections municipales et à leur impact. Elle vise aussi à toujours mieux répondre aux aspirations et droits de l'adhérent — accès à l'information, à la formation, capacité de contribution, moyens de débat et d'action. C'est le sens du rapport « *Rénover pour (re)conquérir* » présenté et adopté lors du Conseil national du 13 décembre dernier. Il repose sur cinq priorités : placer le militant au cœur de la nouvelle organisation du PS, assurer une ouverture permanente vers la société civile, proposer une formation d'excel-

lence à disposition des cadres et des militants, mettre l'accent sur l'animation politique des instances du Parti, faire du siège national un pôle d'efficacité au service de l'ensemble du Parti. L'objectif est de bâtir un parti plus ouvert, plus participatif, plus collaboratif. C'est aussi dans cette démarche que les militants se verront proposer au Congrès une nouvelle codification statutaire à l'issue du travail de la commission spécifiquement mise en place à cet effet par le Bureau national.

La direction nationale s'implique de manière plus approfondie et régulière dans le développement et la vie des fédérations : chacune d'elle est désormais suivie par un membre du secrétariat national avec lequel des moments de dialogue et d'échange sont organisés. La direction nationale a impulsé un mouvement pour mieux intégrer, valoriser et accompagner l'activité des fédérations, par exemple par une mise en valeur accrue des Fêtes de la Rose dans l'agenda du Parti. Le Premier secrétaire a multiplié les déplacements à la rencontre des militants.

IV. SE PROJETER EN EUROPE ET À L'INTERNATIONAL

Sur la scène internationale, la France propose et agit. Les mutations que connaît notre pays s'inscrivent dans des bouleversements globaux. Quand on est socialiste, on est internationaliste et pour nous, le monde, s'il est devenu global, doit gagner en universel. C'est aussi le sens de notre action comme Parti. La mondialisation s'accélère et il nous faut la réguler et l'humaniser. Le péril écologique et le changement climatique sont les défis les plus impérieux posés à l'humanité — c'est le sens de la coordination créée au sein du PSE et de la commission installée au PS en vue de la Conférence Internationale sur le Climat à Paris en décembre 2015. La pauvreté et les inégalités perdurent entre et au sein des régions du globe. Le terrorisme fondamentaliste, avec son cortège de violences aveugles et d'obscurantisme, menace la paix dans le monde.

A. Promouvoir une autre Europe

Avec les dirigeants du Parti, Harlem Désir et Jean-Christophe Cambadélis ont multiplié les déplacements et les échanges de vues sur le continent à la rencontre des autres leaders européens, à Turin, Berlin et Madrid notamment. En juin 2013, à la Mutualité, en présence de Jacques Delors et de Martin Schulz, nous avons organisé un grand forum qui a regroupé les leaders socialistes et sociaux-démocrates européens afin de débattre de perspectives communes. Au cours du trimestre qui a précédé, la Convention nationale « *Notre Europe* » a permis à l'ensemble des militants, fédérations et sections de s'exprimer sur un texte d'orientation qui a présenté la vision des socialistes pour une autre Europe, solidaire et non pas austéritaire, une Europe d'après crise.

Le Parti s'investit dans le PSE pour porter la voie de la réorientation. Jean-Christophe Cambadélis en est le premier vice-président depuis 2012. Nous avons participé aux réseaux « *Démocratie* », à Vienne et à Bruxelles, visant à analyser la montée de l'extrême-droite et des populismes, ou encore aux réseaux « *Migrations* », enjeu majeur pour l'Union européenne et le bassin méditer-

ranéen, l'actualité le rappelle tragiquement. À l'initiative du Parti socialiste, une série de séminaires sur la défense européenne rassemblant nos partis frères a été organisée pour accompagner la dynamique du Sommet européen de décembre 2013. Les socialistes français ont également donné l'impulsion sur les enjeux économiques. À l'automne 2014, notre Mémoire contre la déflation et pour la croissance a été diffusé dans le PSE et au groupe Social-démocrate du Parlement européen.

Le PS a été à l'initiative de plusieurs rencontres bilatérales avec les partis frères afin d'évoquer la situation politique en Europe, l'impulsion que les sociaux-démocrates doivent continuer à porter pour sa réorientation, qu'il s'agisse du soutien aux investissements d'avenir, de l'accès à l'emploi et de la mobilité pour les jeunes, de la lutte contre l'évasion fiscale ou de l'action pour le climat. Notre Parti a reçu à plusieurs reprises des délégations européennes (allemande, italienne, britannique, espagnole, etc.), ainsi que le Président de la délégation S&D du Parlement européen. Depuis 2012, une délégation autour du Premier secrétaire s'est rendue à plusieurs reprises en Allemagne afin de rencontrer Sigmar Gabriel et la direction du SPD afin de coordonner les efforts de nos deux formations. C'est sous l'impulsion du Parti socialiste français que le PSE a acté le principe d'un Manifeste commun pour les élections européennes et d'un candidat commun des sociaux-démocrates européens pour le scrutin de 2014. Notre Parti a ainsi œuvré à la dimension continentale de la campagne pour les européennes, avec la présence de nombreux candidats et représentants de partis européens, ainsi que de Martin Schulz lors des meetings en France, notamment lors de la réunion de lancement au Cirque d'hiver en avril 2014.

B. Un Parti internationaliste ouvert sur le monde

Le Parti socialiste s'est exprimé sur les nombreuses crises qui agitent notre monde, conflits et menaces terroristes transfrontalières au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne, impasse du processus de paix au Proche-Orient et guerre à Gaza à l'été 2014, régulation financière mondiale, enjeux environnementaux, libertés et droits de l'homme. Il a été en soutien permanent et actif des décisions du Président de la République, chef de l'État et chef des armées : interventions militaires au Mali et en République centrafricaine, position française en Syrie après l'emploi avéré des armes chimiques par le régime de Bachar Al Assad à l'été 2013, situation à la frontière russo-ukrainienne, sur d'autres terrains encore.

Le PS s'est régulièrement exprimé pour la solidarité avec l'Afrique de l'Ouest confrontée à l'extension du virus Ebola. Il se mobilise, avec beaucoup d'autres, pour la défense des droits de l'homme partout où ils sont remis en cause. Il accompagne les forces progressistes dans le monde — ainsi avons-nous, par exemple, avec le groupe des eurodéputés socialistes, encouragé la création d'un Forum social-démocrate arabe en janvier 2013 au Caire. Le PS a dénoncé et condamné la folie meurtrière des organisations terroristes fondamentalistes, Boko Haram au Nigéria et Daesh en Irak et en Syrie. Nous avons participé à des rassemblements de solidarité à Paris devant les ambassades du Danemark et de Tunisie après les attentats dont ils furent la cible. Nous soutenons l'action de la France, de l'Union européenne et de la communauté internationale dans la lutte inlassable contre le terrorisme. Nous redisons notre soutien

et notre gratitude aux soldats français engagés pour nos libertés et pour un monde de stabilité et de paix : plusieurs ont sacrifié leur vie pour cette cause, nous leur rendons ici encore hommage.

Le secrétariat national à l'international reçoit régulièrement des personnalités de l'opposition syrienne, des transitions arabes, des oppositions africaines, mais aussi des interlocuteurs d'Asie ou d'Amérique latine. Notre Parti et son Premier secrétaire ont reçu ou rencontré des acteurs majeurs tels que le fondateur de l'Union des démocrates syriens Michel Kilo le 3 juin 2014, l'ancien président de l'Assemblée nationale constituante de Tunisie Mustapha Ben Jaafar, la présidente du Sénat chilien Isabel Allende, le chef de file de l'opposition burkinabée Zéphirin Diabré, l'un des principaux candidats à la présidentielle en République centrafricaine Martin Ziguélé, le candidat à la présidentielle au Bénin mais aussi président du Comité Afrique de l'Internationale socialiste Emmanuel Golou.

Le Parti socialiste assiste régulièrement aux Conseils de l'Internationale socialiste, aux réunions de ses Comités régionaux, notamment Afrique et Méditerranée, ainsi qu'à celles de l'Internationale socialiste des Femmes — à l'invitation de sa présidente, nous avons participé à la 59^e commission sur le statut de la Femme (Pékin + 20) organisée au siège des Nations Unies à New-York en mars dernier. Insatisfait du fonctionnement actuel de l'IS, notre Parti reste investi pour sa réforme afin d'en faire de nouveau une instance à la voix qui s'indigne et propose face aux réalités du monde et qui continue à tisser les liens indispensables entre les forces progressistes. Le rayonnement du Parti, de ses prises de position et de ses propositions hors de France et d'Europe, est une priorité de la direction nationale. C'est pourquoi, il y a un an, le secrétariat à l'International s'est élargi en un pôle « *mondialisation, régulation, coopération* » au sein duquel sont abordées les questions relatives aux migrations, au développement, ou encore à la francophonie. C'est le sens du secteur dédié à « *l'attractivité et l'influence de la France* ». C'est la vocation des communiqués de presse sur les questions internationales publiés chaque semaine et dont nous mesurons, par nos correspondants dans le monde entier, l'importance dans les pays ou les régions qu'ils concernent.

Le présent rapport d'activité ne recense pas de façon exhaustive les initiatives, propositions, expressions du Parti depuis notre précédent congrès — une version intégrale est disponible en ligne. Il a pour objectif d'en restituer la cohérence d'ensemble et le travail collectif mené au service des valeurs socialistes, de la réussite de la gauche, de la République laïque et sociale, de la réorientation de l'Europe, de l'éco-socialisme, du progrès humain.

Retrouvez la version complète du rapport d'activité, intégrant l'activité détaillée des secrétariats nationaux, des instances de contrôle du Parti (CNC, CNCF, BNA), des groupes parlementaires (Assemblée nationale, Sénat, Parlement européen) depuis le congrès de Toulouse, sur le site du Congrès : congres.parti-socialiste.fr

DÉBAT ENTRE
LES MOTIONS

SUR LE THÈME
DE L'ÉCOLOGIE

Une majorité pour l'éco-socialisme



Pour avoir un grand congrès, il faut un grand débat, qui porte sur les sujets essentiels. L'écologie est un sujet vital et nous nous félicitons que ce premier dossier de l'Hebdo des Socialistes y soit consacré.

Dans la Charte des Socialistes, initiée par le Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis et largement adoptée par l'ensemble des militants en décembre dernier, l'écologie vient légitimement se placer au cœur de notre identité. Désormais, nous sommes tous des « éco-socialistes ». Républicain, le Parti socialiste devient également écologique.

Il était indispensable que les socialistes reformulent leur conception du progrès face aux immenses défis que sont le réchauffement climatique, le gaspillage des ressources et le recul de la biodiversité. Pour reprendre le triste constat posé dans notre Charte, « *la planète atteint un point de non-retour écologique* » et à la protection sociale nous nous devons d'ajouter la protection écologique au registre de nos luttes essentielles.

La question écologique s'articule en effet directement avec la définition d'un nouveau modèle de production et de société. Nous en sommes convaincus : le changement climatique appelle un changement de modèle de développement. **Motion du renouveau, nous en appelons à un nouveau modèle, éco-socialiste, protecteur et compétitif.** La nouvelle croissance doit être respectueuse de l'écosystème, sobre en énergie et en matières premières, créatrice d'emplois, soucieuse des intérêts des générations à venir.

Pour notre motion, **l'écologie n'est pas un ornement, c'est un commandement. L'écologie est en effet le premier des dix chantiers de l'égalité qui sont au cœur de notre motion.**

Ce chantier, le voici : « *toute personne a droit à un environnement préservé* ». Cette exigence doit permettre de faire vivre l'éco-socialisme à tous les échelons de l'action publique, afin de faire reculer les inégalités énergétiques et environnementales.

Cela passe par le **verdissement accru des interventions publiques à destination des entreprises et des collectivités.** Nous voulons notamment que la puissance publique encourage les entreprises qui s'engagent dans la transition énergétique (isolation, labellisation, certification, formation, éco-conception, relocalisation).

Partant du fait que France possède la deuxième surface maritime au monde, nous prôtons également **une politique offensive pour la croissance bleue** (énergies marines et aquaculture entre autres) qui mobilise industries, universités, laboratoires de recherche, pôles de compétitivité et infrastructures portuaires.

Cette exigence passe aussi par la **préservation de la biodiversité** de notre beau pays, dont 80 % se trouvent dans les Outremer. Cette exigence nous pousse à encourager **la réflexion sur de nouveaux indicateurs de richesse** qui vont au-delà du PIB et traduisent notre souci de penser et de soutenir une économie plus qualitative et pas moins productive.

Nous le savons, la question écologique ne trouvera pas de réponse purement nationale. Ainsi, en Europe, nous réaffirmons notre attachement à une **taxe carbone aux frontières de l'UE.** Dans le même ordre d'idée, nous nous battons pour une **Organisation mondiale de l'environnement (OME)** sur le modèle de l'OMC.

Comme le dit le Président de la République François Hollande, « *nous devons être les soldats de la préservation de la planète* ».

La Conférence de Paris sur les changements climatiques qui aura lieu du 30 novembre au 15 décembre 2015 est un rendez-vous crucial pour l'éco-socialisme. C'est l'occasion, un an après son inscription dans la Charte de notre identité, de voir imprimer sa marque au réel et au monde. C'est cela le réformisme écologique que nous portons.

Quand nous disons, dans notre motion, que nous voulons la réussite du gouvernement et du Président, bien entendu, nous parlons aussi de la réussite de la conférence Paris Climat 2015. La réussite de cette conférence climat sera la priorité de cette année pour notre majorité.

Promouvoir le primat du politique sur l'économisme, faire prévaloir l'écologie sur le profit, sortir de l'économie du gâchis pour passer à l'économie du circuit, explorer les voies d'un modèle de développement nouveau en tirant les leçons du passé, tout cela ne se fera pas avec des coups de mentons. **L'éco-socialisme est une grande ambition qui appelle une majorité forte pour être défendue et concrétisée.**

Notre motion veut incarner et rendre possible cette ambition en soutenant aussi **le programme d'une « belle alliance » avec les Écologistes.** Cette idée d'alliance populaire prend tout son sens sur la question écologique et procède de notre volonté d'agir sur la réalité.

Faire le choix de la motion A, c'est faire le choix de l'éco-socialisme qui compte, de l'éco-socialisme en actes. Si vous partagez cette magnifique ambition, si souhaitez être fidèle à votre identité alors rejoignez notre motion et construisons ensemble **une grande majorité pour l'éco-socialisme.**

L'éco-socialisme, c'est maintenant !



Nous passons d'un monde à l'autre, et celui dans lequel nous entrons ne nous autorise plus l'exploitation et le gaspillage éhontés de nos ressources naturelles, pas plus que l'utilisation massive des énergies fossiles.

Pourtant, rien ne nous garantit l'émergence d'un modèle de développement nouveau, qui ne pourra s'imposer qu'au terme d'un débat politique, d'une confrontation de deux logiques au cœur de laquelle l'idée socialiste peut retrouver tout son sens. Le modèle actuel ne doit rien au hasard, mais répond à une exigence de rentabilisation, de marchandisation que l'ouverture des marchés mondiaux, le développement des technologies de communication, l'affaiblissement des États et des règles de droit ont encore accentuée. Le capitalisme contemporain, loin d'être « naïf », suit sa plus grande pente et celle-ci nous conduit, après le désordre financier, vers une crise climatique majeure.

Notre génération a la responsabilité de fixer au marché de nouvelles limites, à l'instar de celles que surent lui imposer celles issues de la crise de 1929 et de la seconde guerre mondiale. Le système ne se réglera pas de lui-même, mais via une volonté politique construite autour d'une compréhension fine des mécanismes à l'œuvre.

C'est dans cette perspective que nous devons proposer et construire un nouveau modèle de développement. Il témoignera de la double nécessité de définancieriser et de décarboner l'économie.

Le premier enjeu sera de donner une nouvelle définition à ce que l'on appelle aujourd'hui « croissance » et qui ne correspond que de très loin à l'idée que l'on peut se faire d'un vrai progrès. Celui-ci nécessite tout autant la production de biens matériels

que le développement de l'éducation, la qualité de l'urbanisme ou le renforcement des relations sociales. De ce fait, il pose la question, non seulement, des conditions de production de la richesse, mais également de sa répartition, légitimant ainsi une réforme de la fiscalité, un fort investissement dans les services publics et la réduction régulière du temps de travail. Ce combat est, naturellement, inséparable de la consolidation de nouveaux critères de prospérité appelés à succéder au seul PIB !

Le deuxième axe d'un projet d'avenir passera par une transformation en profondeur de notre système productif et agricole. En privilégiant le recours à des technologies propres via des financements dédiés nous ne condamnons pas notre industrie, nous l'aidons à prendre de l'avance et à développer une nouvelle forme de compétitivité. Parallèlement, il nous faut favoriser une association plus étroite des salariés et des consommateurs à la définition de la stratégie des entreprises, et faire évoluer le statut juridique de ces dernières pour en faire non plus le seul outil des actionnaires, mais l'instrument d'un projet intégrant les enjeux sociaux et environnementaux. Cette « révolution » ne pourra enfin être menée à bien qu'à la condition de développer de nouvelles sources d'énergie renouvelables.

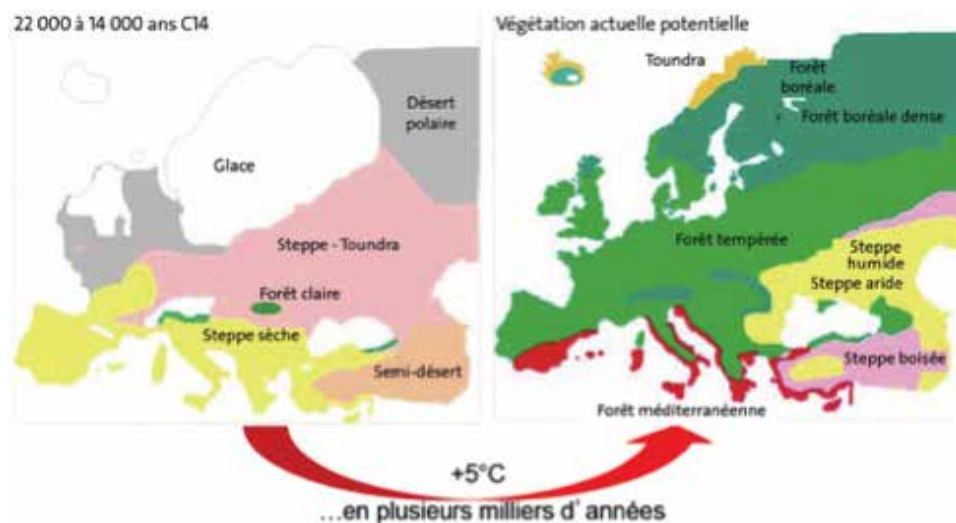
La mutation des modes de consommation constitue le troisième volet d'une telle approche qui nous invite à fixer des frontières au développement de la consommation marchande. Elle appellera, non seulement, le recours à une offre renouvelée en encourageant l'économie sociale et solidaire, mais également en favorisant les circuits courts, en protégeant certains secteurs (santé, éducation notamment) de la commercialisation, en promouvant de nouveaux comportements

plus économes et plus respectueux de l'environnement, en redonnant à l'idée socialiste d'une société organisée autour des valeurs humaines de convivialité et de solidarité tout son sens.

Enfin, c'est l'État lui-même qui devra changer pour porter pareil changement : non seulement, il lui faudra réhabiliter ses outils de prévision, se démocratiser pour associer plus étroitement les citoyens aux décisions, se décentraliser pour responsabiliser les territoires, mais il devra aussi réaffirmer par la loi et des outils adaptés de régulation et de coordination des activités économiques, énergétiques et sociales la primauté de l'intérêt collectif. Cela devra nous conduire à vouloir donner un nouvel élan aux formes de solidarité internationale, de la création de fonds verts destinés aux pays les plus exposés et alimentés par des prélèvements à l'entrée de produits hyper-carbonés en Europe, au soutien actif à la formulation de règles internationales proscrivant les pratiques les plus dangereuses pour notre environnement.

On est loin du coup de la social-démocratie traditionnelle dont le temps, qui correspondait à celui d'un capitalisme organisé à l'échelle nationale, est passé. Avec l'éco-socialisme, il s'agira bien, à travers une réhabilitation du sens de la démocratie, de trouver un nouvel équilibre entre le poids du marché et le rôle de la collectivité en imposant au premier d'intégrer dans son fonctionnement les conditions d'une vie équilibrée et durable pour notre humanité.

Placer les Français au cœur de la transition écologique !



La nécessité d'aller vers une société économe en énergie et respectueuse de l'environnement est une prise de conscience récente de plus en plus partagée par l'ensemble des français. Le réchauffement climatique est bien là et il est temps de limiter notre empreinte carbone. Au rythme actuel, les experts du GIEC évoquent une augmentation de la température moyenne de + 4°C en 2060 avec des conséquences désastreuses sur le climat. Il suffit de voir comment le climat en Europe a changé suite à un réchauffement de + 5°C en plusieurs milliers d'années pour comprendre l'urgence de la situation.

L'énergie la moins chère restera toujours celle que l'on n'a pas consommée. L'expérience montre qu'en formant les citoyens, on aboutit à des baisses de consommation de l'ordre de 15 % dans le parc résidentiel. Ainsi, la motion C préconise d'éduquer activement les adultes comme les enfants à l'école à ces problématiques d'énergétiques. C'est en faisant du citoyen un acteur principal de la transition écologique que l'on sera collectivement les plus créatifs pour transformer durablement notre société. Il nous faut plus de liens et moins de biens, qui eux-mêmes doivent durer plus longtemps. À ce titre, la motion C propose de combattre l'obsolescence programmée et d'inciter le recyclage. La responsabilisation des entreprises polluantes doit faire l'objet de moins de tolérance.

Cela dit, l'urgence sociale est bien là. Selon l'Observatoire national de la pré-

carité énergétique, 5 millions de foyers, soient 11 millions de nos concitoyens, subissent le mauvais état de leur logement et doivent s'acquitter de factures d'énergie supérieure à la moyenne. La crise économique et la hausse des prix de l'énergie ont aggravé la situation. Il y a désormais urgence à aider les plus démunis à payer leur facture de chauffage. Depuis 2008, le diagnostic de performance énergétique (DPE) doit être annexé à toute promesse de vente et tout acte authentique d'un bien immobilier et l'affichage du DPE sur les annonces immobilières est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2011. Ainsi, au niveau de chaque collectivité territoriale, il est possible de détecter les passoires thermiques, à savoir les logements classés F et G où vivent les plus démunis. Ce sont les logements sur lesquels il faut agir prioritairement pour lancer des actions de rénovation thermique, en collaboration avec les propriétaires et au besoin avec des aides publiques.

L'écologie peut devenir une opportunité pour nombre de nos concitoyens, notamment pour s'attaquer au chômage de masse. Penser global, agir local. Tel est le leitmotiv que nous devons suivre pour réussir notre transition écologique. La France possède la plus grande surface de forêt en Europe et elle n'en tire quasiment aucun bénéfice. Avec de la volonté politique, on pourrait créer une véritable filière bois-énergie en France et coupler l'entretien des forêts à l'utilisation du bois de chauffage afin de répondre au pic de consommation énergétique l'hiver. En

développant les infrastructures collectives pour « chauffer les villes au bois », les créations d'emploi ont été estimées à 100 000 postes en 2020. Ces emplois seront essentiellement non délocalisables avec la maîtrise d'outils modernes, d'où un besoin croissant de techniciens supérieurs et de cadres dans une filière d'avenir pour nombre de nos jeunes en difficulté d'insertion.

Les collectivités territoriales doivent s'impliquer davantage dans la transition écologique, qui comprend l'économie verte et ses éco-activités. Le mouvement général de décentralisation et la récente réforme territoriale plaident naturellement en ce sens. La motion C préconise de développer des réseaux d'énergie à l'échelle des collectivités locales. On perd environ 10 GWh d'énergie dans les fils électriques. Ces pertes en ligne représentent à peu près la production énergétique annuelle de la centrale nucléaire de Fessenheim. En multipliant les réseaux locaux d'énergie, on pourrait réduire la distance entre les lieux de production et les lieux de consommation d'énergie, ce qui in fine permettrait de réduire petit à petit le gâchis des pertes en ligne.

Enfin, il faudrait généraliser au sein des collectivités territoriales les sociétés d'économies mixtes, qui se créent ici ou là en France et qui permettent un financement citoyen du développement des énergies renouvelables pour des projets aussi divers que le chauffage de l'eau via la récupération de calories issues des Data Centers. Des initiatives avec des fonds d'investissement citoyen voient également le jour avec la possibilité d'entrée au capital de sociétés développant le parc éolien, les unités de méthanisation, de biogaz ou les toitures photovoltaïques. Il faut encourager ces initiatives en les mettant en avant, car la transition énergétique ne réussira qu'avec les citoyens.



Pour lire et signer la motion C : <http://onpcr.fr>
 Pour nous suivre : La motion C sur Facebook et sur Twitter @osons2015

Le socialisme, c'est l'écologie avec tous



La Fabrique d'Ille-et-Vilaine avec Hind Saoud, au cœur de notre projet collaboratif sur l'écologie

Sans croissance économique, pas de création d'emploi. Mais sans réflexion sur notre manière de produire et de partager la richesse créée, pas de croissance soutenable, et donc pas d'emploi durable. C'est tout l'enjeu de cette décennie : créer de la richesse et en même temps revoir la manière dont on la crée. Il s'agit de préparer un changement en profondeur de notre modèle de société. À terme, tout devra être repensé : la ville, les transports, la solidarité, l'économie et la finance, etc. Certains opposent encore le socialisme et l'écologie. Nous pensons au contraire que c'est dans la lutte contre les inégalités que réside le meilleur moyen de défendre l'environnement. Dans une société de l'usage et non de la propriété, produire moins en volume ne veut pas dire produire moins de valeur ajoutée. Ainsi, dans la social-écologie, la valeur n'est pas dans la quantité de biens produits, mais dans la qualité de biens partagés.

Réussir ce changement en profondeur sera triplement gagnant : nous serons de nouveau en capacité de créer des emplois, nous serons désormais en capacité de réduire les inégalités énergétiques de nombreux ménages étranglés par les factures de chauffage et de carburant, nous serons enfin en capacité de contribuer à protéger les ressources de notre planète. Afficher ce trio gagnant sera notre meilleur atout pour réussir la COP21 en décembre prochain.

Pour réussir ce changement, la Fabrique, motion qui a comme première signataire Karine Berger, fait plusieurs propositions. Nous pensons tout d'abord que trop d'exonérations ou de différenciations de taxations brouillent les enjeux et les finalités. Il en est ainsi de la « fiscalité noire » qui participe à la subvention à la consommation

ou aux productions polluantes des énergies fossiles. Son existence n'a plus lieu d'être eu égard à l'urgence écologique et à l'impératif de transformation. Nous estimons qu'encourager la mutation de notre appareil productif passe par une fiscalité écologique. Cette fiscalité reposera sur une contribution carbone avec le principe « pollueur-payeur » comme fil conducteur.

La fiscalité écologique ne peut faire fi des inégalités sociales. Les ménages modestes, les agriculteurs qui souhaitent produire autrement, les personnes frappées par la précarité énergétique, autant d'exemples qui confirment la nécessité d'adapter la transition aux capacités de chacun. Tous n'ont pas les moyens d'effectuer rapidement leur transition. C'est pour cela qu'il est nécessaire que l'État prenne fortement l'initiative, c'est pour cela qu'il faut renforcer le budget dédié au développement durable.

La question écologique n'est pas une thématique nouvelle à traiter parallèlement à la question sociale. Elle est la nouvelle expression de cette question sociale. La social-écologie commande modération, coopération et redistribution, valeurs que les socialistes ont toujours portées. Nous proposons l'instauration d'un « seuil de pauvreté écologique » sur le modèle des minimas sociaux pour prendre en compte les nouveaux risques liés à la précarité énergétique.

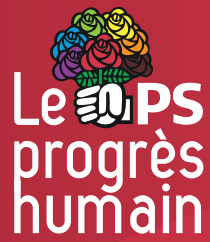
Être socialiste, c'est aussi refuser le « déclinisme », c'est croire aux atouts de notre pays, de nos territoires. Nous proposons – et nous sommes la seule motion à le faire ! – de mettre en place une politique de la Mer, ambitieuse et responsable. Trop souvent oubliée, la mer est pour notre pays un gisement d'activités sans commune mesure. Avec

l'un des espaces maritimes les plus grands du monde, la France doit désormais assumer son moi maritime et s'atteler à devenir une puissance de l'économie bleue. Elle dispose de la deuxième zone économique exclusive (ZEE) derrière les États-Unis avec 11 millions de kilomètres carrés, dont 90 % dans les départements et collectivités d'outre-mer. Depuis des années, ce potentiel est ignoré. Pourtant, nous disposons là d'une source majeure de croissance, d'emplois qualifiés (310 000 emplois direct à ce jour) et de ressources durables, notamment alimentaire et énergétiques.

Être socialiste, c'est croire en l'avenir, c'est donc maintenir le cap d'un investissement durable, avec comme boussole républicaine l'égalité des territoires. C'est pourquoi nous proposons de mettre fin à la baisse des dotations aux collectivités locales pour que ces dernières puissent continuer à investir et à passer des marchés publics, notamment en direction de la rénovation énergétique.

Être socialiste, c'est soutenir les acteurs de la transformation économique, c'est donc soutenir les PME car ce sont elles qui portent le plus l'innovation et inventent l'emploi de demain. Nous proposons de transformer le CICE en l'affectant en priorité aux PME.

Être socialiste, c'est parier sur l'économie collaborative (plateformes participatives, covoiturage, etc.) et l'économie sociale pour dépasser le capitalisme financier. Faisons de la France le leader mondial de l'économie collaborative en adaptant la réglementation et la fiscalité.



congres.parti-socialiste.fr
#CongrèsPS